REPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité

ELECTIONS LEGISLATIVES DES 5 et 12 MARS 1967

4me CIRCONSCRIPTION DU VAR

CANDIDATURE

CENTRE DEMOCRATE Jean LECANUET

J.-M. SCHOTTE

Avocat au Barreau de Toulon

Electrices, Electeurs,

1958 - 1967 : 9 ans de gestion, c'est un bail.

Les Français ont un inventaire à faire, un bilan à dresser et c'est en fonction de ce bilan qu'ils devront se prononcer le 5 Mars 1967.

Neuf années d'un pouvoir sans partage dont la majorité sortante porte l'entière responsabilité n'ont pas résolu les grands problèmes économiques et sociaux : l'emploi est menacé, la crise du logement s'aggrave, nous manquons de centres de formation, de laboratoires, d'équipements collectifs (routes, téléphone, hôpitaux...)

Le Français est le citoyen le plus imposé d'Europe.

L'avenir n'est pas assuré pour les jeunes et les personnes âgées sont sacrifiées.

Le CENTRE DEMOCRATE Jean LECANUET regroupe tous ceux qui à la fois n'acceptent pas ce bilan décevant et les incertitudes du régime actuel et refusent les jeux stériles du passé.

LE CHOIX N'EST PAS ENTRE LE PASSE ET LE PRESENT MAIS ENTRE LE PRESENT ET L'AVENIR.

Force neuve et dynamique, le CENTRE DEMOCRATE offre aux Français et aux Françaises une assurance contre l'aventure.

DANS LA STABILITE UNE POLITIQUE DEMOCRATIQUE :

- équilibre des pouvoirs
- abrogation de l'article 16 de la Constitution
- ratification de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.
- institution d'une Cour Suprême qui garantira les droits des citoyens contre les abus possibles des pouvoirs quelqu'ils soient et qui pourra être saisie par tous les citoyens.
- garantie réelle de l'indépendance des Juges dont la nomination et l'avancement ne doivent pas dépendre du Gouvernement.
- suppression de toutes les juridictions d'exception.
- liberté de l'information sous toutes ses formes, ce qui implique notamment l'indépendance du Conseil d'Administration de l'O.R.T.F., la reconnaissance et l'organisation du droit de réponse, l'accès égal de tous les grands courants de l'opinion à l'écran et à la radio.
- amnistie totale pour tous les faits en rapport avec les événements d'Algérie et réintégration dans les droits et fonctions.
- réconciliation de tous les Français de bonne volonté.

UNE POLITIQUE ECONOMIQUE DYNAMIQUE PAR :

- une expansion régionale permettant d'offrir aux jeunes les emplois nécessaires et de promouvoir l'équipement :
  - — aides financières à l'industrialisation par des crédits à long terme et par des primes d'Etat.
  - — décentraliser les pouvoirs de l'Etat en donnant aux élus locaux et aux fonctionnaires à leur niveau les moyens nécessaires pour traiter et résoudre sur place les problèmes économiques, sociaux et culturels qui se posent localement.
- un financement accru des équipements collectifs : routes, téléphone, santé publique.
- un accroissement des efforts de recherche scientifique et technique.